

La psychologie vue par la science politique : entre défiance et emprunts mal assurés Quelle science politique pour quelle psychologie ?

Jean Louis MARIE



Le frontispice du « *Leviathan* »,
œuvre écrite par Thomas HOBBS.

Le frontispice est l'œuvre
du graveur Abraham BOSSE.

En science politique et en psychologie, comme dans toute autre discipline, il existe de multiples styles d'enquête, le plus souvent en compétition. Il est donc tout simplement impossible de prétendre décrire globalement et exhaustivement les relations entre ces deux univers hétérogènes, d'autant qu'ils évoluent en permanence. Notre propos s'appuiera ainsi nécessairement sur des éclairages partiels renvoyant à telle ou telle spécialité ou domaine de recherche. Précisons lesquels.

La science politique en France vient principalement de la philosophie politique, du droit public, de l'histoire et de la sociologie. Les psychologies et l'économie eurent sur elle une influence plus sectorielle. De ces origines découlent aujourd'hui cinq grands domaines d'enseignement et de recherche : Histoire des idées et de la pensée politique, Institutions et relations internationales, Méthodes des sciences sociales, Sociologie politique, Administration, gestion et politiques publiques. La très grande majorité des politologues relève des deux derniers domaines. Pour cette raison, lorsqu'ici nous parlons du « regard de la science politique », nous parlons en fait, essentiellement, des relations qu'entretiennent avec la psychologie ceux qui se consacrent à l'époque contemporaine à la sociologie politique et à l'étude des politiques publiques.

Mais qu'entendons-nous, en tant que politologues, par « relations avec la psychologie » ? Notre position, professionnellement extérieure au champ de la psychologie, est très partiellement informée et probablement naïve. Elle nous amène à reprendre à notre compte une distinction apparemment classique et toujours reprise ici ou là, entre psychologie scientifique et psychologie ordinaire. La première, en tant que science des faits psychiques et de leurs lois, repose sur deux principes fondamentaux étroitement liés. Le premier est l'expérimentation et l'observation, fondé sur l'usage des tests et la reproductibilité des résultats. Le second est la mesure dont l'usage des statistiques est l'outil essentiel (ENGEL 1996, p. 149). La psychologie scientifique renvoie concrètement à des disciplines ou spécialités académiques.

La psychologie ordinaire, elle, sera entendue ici comme cette aptitude universelle, pratique, à intégrer spontanément dans nos descriptions et explications des comportements d'autrui ce qui touche à son expérience vécue, ses motifs, ses émotions, ses désirs, ses croyances, ses calculs, globalement sa perception et sa définition subjective de la réalité. (MOSCOVICI 1988, ENGEL 1996). Nous constituons cette vie intérieure en un réseau de relations significatives et le saisissons au niveau individuel ou collectif. Il s'agit d'une conception commune que nous avons du mental, indispensable pour que nous puissions vivre en

société, sans référence à une spécialité universitaire particulière. (FISSETTE et POIRIER 2000)

Sur la question de la relation aux psychologies, d'un point de vue historique, il conviendrait de distinguer la situation de la science politique aux États-Unis et en France. Outre-Atlantique le recours des politologues aux ressources des psychologies est beaucoup plus ancien et approfondi (GRAWITZ 1985, KUKLINSKI 2001). Cet écart se réduit sensiblement aujourd'hui parce que la science politique française, qu'il s'agisse de ses objets, de ses cadres de référence théorique, de ses méthodologies ou de son organisation comme milieu professionnel, s'est alignée pour l'essentiel sur les standards nord-américains. Il s'en suit donc que les relations entre science politique et psychologies sont devenues comparables des deux côtés de l'Atlantique, avec une nuance : la place plus importante et plus autonome occupée là bas par une psychologie politique renouvelée par les approches cognitives (MARIE et SCHEMEIL 2008).

Notre propos s'organisera en trois temps. 1) À ses commencements, en tant que discipline autonome dans les années soixante-dix, la science politique oscillait vis-à-vis de la psychologie scientifique entre indifférence et hostilité explicite. Elle développait volontiers parallèlement une forme ou une autre de psychologie ordinaire. 2) Puis les objets, les cadres de référence et l'organisation de la science politique se sont transformés selon des logiques homologues à celles que l'on observe dans l'ensemble des sciences sociales. 3) Aujourd'hui, la défiance explicite de la science politique à l'égard de la psychologie scientifique est résiduelle. Les travaux des politologues s'ouvrent même clairement à plusieurs spécialités psychologiques. Parallèlement à ces dynamiques claires, la psychologie ordinaire continue à sous-tendre nombre de recherches en science politique.

Indifférence et hostilité initiales

La science politique fut d'abord la science de la guerre, ou celle de l'État ou celle du pouvoir (SCHEMEIL 2010). Jusqu'aux années 80, ses travaux se concentrent principalement sur des objets de grande dimension : la vie politique, les régimes politiques, les relations internationales, par exemple, ou relativement abstraits, comme les idées ou les idéologies. Les entités agissantes mises en œuvre par les politologues dans leurs descriptions et explications sont le plus souvent collectives ou agrégées : des groupes, des classes, des organisations, des institutions (MARIE 2002). En tout état de cause les questions étudiées sont difficilement décomposables en processus psychiques distincts, objectivables, susceptibles de donner lieu à des

expérimentations et des mesures. L'indifférence à l'égard des psychologies scientifiques tient donc d'abord à des problèmes d'inapplicabilité de leurs méthodes aux objets de la science politique tels qu'ils sont définis le plus fréquemment. Mais pas seulement.

Ce sont également les principes d'explication qui diffèrent. Une grande part des recherches adoptent une perspective institutionnaliste (dans laquelle on explique le politique par le politique) et fonctionnaliste. Le régime politique, le système des partis, l'opinion et ses modes d'expression sont les grandes variables tenues pour déterminantes dans leurs interrelations (FAVRE 1985). On peut dire qu'à cette période si la majorité des politologues est indifférente aux psychologies scientifiques c'est parce qu'elle les ignore, purement et simplement, ou parce qu'elle ne voit pas ce qu'elles pourraient lui apporter pour ses questions macro, éminemment politiques.

Les faits sociaux, et donc politiques, sont irréductibles à des données de la conscience. Il y a des données immédiates de la société que l'on ne peut ramener aux représentations conscientes ou aux comportements individuels.

À ces raisons s'ajoutent des objections d'ordre épistémologique qui, elles, alimentent une hostilité explicite à l'égard de la psychologie. Cette hostilité est portée, sans surprise, par un courant d'inspiration durkheimienne qui acquiert un poids déterminant en sociologie politique dans les années 80-90 et confère au politique un statut social. La relecture de DURKHEIM et BACHELARD par BOURDIEU, CHAMBOREDON et PASSERON (1968, 1980) va servir de manifeste épistémologique à cette nouvelle génération de politologues regroupés de façon très cohérente autour d'une revue nouvelle *Politix*. BOURDIEU, principalement, mais aussi FOUCAULT, WEBER, ELIAS et l'École des Annales seront les grandes références emblématiques de ces chercheurs souvent venus du marxisme. Cette génération, formée intellectuellement à la fin des années 60, s'inscrit pleinement dans ce que RICOEUR appelait le soupçon : « le philosophe contemporain rencontre FREUD dans les mêmes parages que NIETZSCHE et que MARX ; tous trois se dressent devant lui comme les protagonistes du soupçon, les perceurs de masques. Un problème nouveau est né : celui du mensonge de la conscience, de la conscience comme mensonge » (RICOEUR 1969, p. 101). Ces sociologues du politique attachés à construire une science politique selon eux plus rigoureuse, vont reprendre à leur compte dans les années 80 les arguments que DURKHEIM et MAUSS déployèrent lorsqu'ils édifiaient la sociologie face à ses concurrentes : la philosophie, la psychologie et la biologie. Les faits sociaux, et donc politiques, sont irréductibles à des données de la conscience. Il y a des données immédiates de la société que l'on ne peut ramener aux représentations conscientes ou aux comportements individuels. Ils en tireront les mêmes conséquences méthodologiques hostiles à la psychologie. Le chercheur doit prendre ses distances par rapport aux explications données par ceux qu'il étudie. Qu'ils considèrent ces explications comme de simples gloses, des prénotions, des rationalisations illusives ou l'expression d'une aliénation source de fausse conscience, tous ces politologues estiment que les acteurs ne peuvent avoir une conscience claire de ce qui les fait réellement agir comme ils agissent. La science politique, si elle veut être moins naïve épistémologiquement, ou moins

complice de l'ordre politico symbolique dominant, doit donc partir d'éléments plus tangibles. Ce peut être l'analyse de la configuration d'interdépendances sociales, de rapports de classe incorporés, ou d'un système symbolique agissant comme un code culturel inconscient (MARIE 2011).

D'aucuns ont déjà fait remarquer combien cet antipsychologisme reposait souvent sur une lecture superficielle et de seconde main de DURKHEIM pour lequel, en réalité, une sociologie bien comprise « n'est pas étrangère à la psychologie, mais aboutit elle-même à une psychologie, mais beaucoup plus concrète et plus complète que celle que font les psychologues » (DURKHEIM 1975, MOSCOVICI 1988, LAHIRE 2005). On pourrait noter également combien ce fond de critiques émanant de chercheurs « durkheimobourdieusiens » et que l'on peut subsumer sous le terme de « primat des relations objectives et de la non-conscience », ne pouvait guère viser des psychologies scientifiques par ailleurs largement méconnues d'eux. Leur cible réelle était bien davantage une psychologie « ordinaire », de fait souvent déployée dans les travaux de science politique. L'analyse des comportements électoraux a reposé longtemps sur une telle psychologie. Deux modèles issus de travaux anglo-saxons de référence y étaient dominants. Le premier, dit « sociologique » ou « déterministe », a été élaboré dans les années soixante. Il souligne la dimension affective de la relation entre l'électeur et ses groupes de référence. Cette affectivité génère une identification partisane qui est façonnée par le milieu socioculturel. À partir des années soixante-dix, un second modèle, rationaliste utilitariste, a pris une importance croissante. Les électeurs, plus autonomes par rapport à leurs groupes d'appartenance, sont dégagés des liens partisans et déploient un calcul utilitariste et opportuniste en termes de coûts/bénéfices.

Si nous parlons de psychologie ordinaire, c'est pour désigner le recours fréquent dans ces travaux à des notions telles que la « satisfaction, la frustration, le sentiment d'impuissance, l'attachement à un homme ou un parti, le conformisme », etc. Les modes de raisonnement, les traitements de l'information mis en œuvre, les modalités de calcul, les différentes mémoires sous-jacentes à ces sentiments et affects tenus pour explicatifs, sont largement négligés. Ces mécanismes cognitifs ne font pas l'objet d'une réelle analyse. De l'extérieur, les chercheurs fournissent des interprétations de sens commun sensées éclairer les corrélations statistiquement significatives relevées entre des attributs objectifs, démographiques, culturels, socioéconomiques et des orientations électorales.

Mutations de la science politique

Au tournant des années 80, la science politique va illustrer localement un mouvement d'ensemble de transformation des sciences sociales. Avec ANDLER, on veut parler de l'effondrement, « moins sous l'effet de réfutations frontales, que par effritement et désintérêt », des grands paradigmes : marxisme, structuralisme, psychanalyse, behaviorisme, culturalisme, structuro-fonctionnalisme. À leur place, ici comme ailleurs, se développent des « programmes de recherche apparemment plus modestes, sans doute plus solides, mais surtout plus perméables aux contributions d'autres disciplines et aux critiques de courants rivaux » (ANDLER, FAGOT-LARGEAULT, SAINT-SERNIN, 2002, p.12). Depuis la sortie du structuro-fonctionnalisme, une double révolution a ainsi affecté les sciences sociales : la déconstruction des unités d'analyse collectives et la réintroduction de la subjectivité avec l'affirmation de son statut explicatif.

À ces mutations théoriques et épistémologiques répond un éclatement des objets. D'aucuns parlent de « balkanisation, de fragmentation infinie » (MARIE 2005, FAVRE 2010). Un congrès annuel de l'association professionnelle des politologues compte à présent une cinquantaine d'ateliers thématiques, ce qui signe l'incapacité de la discipline à se structurer autour de paradigmes et d'axes de recherche forts. Comme toutes les sciences, la science politique procède à des découpages de plus en plus fins de la réalité étudiée. Les chercheurs sont de plus en plus étroitement et précocement spécialisés. Ils sont également de plus en plus ouverts à la recherche internationale. Il s'en suit logiquement une diversification des cadres de référence théorique et du spectre des questions posées. « Les interrogations théoriques en science politique ne peuvent donc plus être limitées à celles issues de la sociologie générale » (FAVRE 2010). Ce buissonnement a été favorable à une ouverture plus grande aux psychologies.

Hostilité marginale et psychologisation croissante

Les objections formulées aujourd'hui par les politologues à l'encontre des psychologies scientifiques constituent un ensemble composite venu de différents horizons théoriques. Nous distinguerons trois types principaux de critiques.

Le premier type relève de la tradition sociologique « durkheim-bourdieusienne » déjà présentée. Les conceptions épistémologiques sous-jacentes sont inchangées : « les hommes engagés dans l'action sont les moins bien placés pour apercevoir les causes qui les font agir... il n'y a pas de transparence de l'individu à soi-même... les discours des acteurs sur leurs propres actions résument rarement et expliquent encore moins leurs activités » (cité par Favre 2010). Cette position conduit bien sûr à un rejet de toute psychologie ordinaire, ou de toute approche supposée relevée de ce sens commun. Plus largement, elle mène à la condamnation des sociologies pragmatiques, compréhensives, interactionnistes et de toutes celles qui relèvent de l'individualisme méthodologique et du choix rationnel.

Les psychologies scientifiques soit tombent directement sous le couperet de la critique, soit sont purement et simplement hors champ. La psychologie sociale, avec ses techniques classiques et son épistémologie implicite enfreint une règle qui demeure inviolable : ne pas recourir à un principe d'explication emprunté à une autre science, qu'il s'agisse de la biologie ou de la psychologie, tant que l'efficacité des méthodes d'explication proprement sociologique n'a pas été complètement éprouvée (BOURDIEU 1968). La psychologie cognitive, quant à elle, « dé-socialise » ses objets en naturalisant les processus qu'elle étudie. Ce premier type de critique correspond à un paradigme nettement déclinant au sein d'une spécialité, la sociologie politique, elle-même d'importance amoindrie en science politique.

Le second type d'objection relève de la tradition herméneutique. Il est plutôt porté par des politologues qui travaillent la philosophie politique ou l'histoire des idées, mais également par les tenants des approches qualitatives compréhensives. Le sens général de leur propos est le suivant : « les explications psychologiques ne touchent pas la sphère du sens, mais une sphère naturelle et causale qui en est indépendante. Elles passent donc à côté de l'essentiel, car le politique relève du sens, du symbolique. L'esprit n'est pas, dans son essence, un domaine de faits naturels qui puissent se prêter à une investigation scientifique. Les psychologies commettent une erreur de catégorie en ce que le sens ne relève pas de l'ordre des causes, mais de

l'ordre des raisons » (ENGEL 1996). D'aucuns veulent voir ainsi dans les psychologies scientifiques un énième avatar d'un réductionnisme naturaliste récurrent.

Le dernier type de critique est d'ordre essentiellement normatif ou idéologique. Il participe d'une défiance plus large à l'encontre de la science et de ses dangers politiques supposés. Ces critiques visent principalement les psychologies les plus naturalistes comme la psychologie évolutionniste et la psychologie cognitive. Certains politologues considèrent comme une sorte de principe de précaution l'attitude consistant à ne pas admettre le thème de dispositions ou mécanismes mentaux naturels liés à l'architecture et aux modes de fonctionnement du cerveau. Reconnaître que l'organique et le neurologique ont une place dans les comportements politiques reviendrait, selon eux, à légitimer des attitudes ou des pratiques politiques normativement condamnables en leur fournissant une base naturelle. D'autres estiment que la science politique doit se développer dans la continuité de la demande des acteurs sociaux et ne doit pas se couper du sens commun et des préoccupations citoyennes et sociales. Les psychologies scientifiques avec leur protocole rigoureux et abstrait d'expérimentation et de mesure s'éloignent, selon eux, de la lutte nécessaire contre la domination politique. Enfin, l'analyse scientifique de la cognition, tout comme son inscription dans le temps long de l'évolution des espèces, paraît constituer pour certains une menace d'abaissement de la dignité de l'être humain. Humanistes et religieux convergent pour déplorer cette vision scientifique de l'humain comme manifestation du vivant capable de cognition, parmi d'autres, animales, pour ne rien dire des créations artificielles issues de la robotique (MARIE 2008).

L'ensemble de ces critiques n'est cependant pas de nature à entraver un mouvement continu observable de psychologisation de la science politique. On peut dégager deux bonnes raisons à cela. La première tient, depuis les débuts des sciences sociales à la faiblesse de leur postulat fondateur, celui d'une spécificité ontologique du social. « Cette spécificité s'exprime sous la forme d'une série de négations : les faits sociaux ne sont pas des faits biologiques, ne sont pas des faits psychologiques, ne sont pas une somme de faits individuels ; mais que sont-ils au juste ? » (SPERBER 2004). La superposition d'un état social individué et d'un état individuel socialisé demeure toujours la même énigme. Ou, pour le dire autrement, les politologues, comme tous les autres scientifiques sociaux sont inéluctablement confrontés au fait que les phénomènes sociaux, culturels, politiques et les phénomènes psychologiques sont intrinsèquement liés. Les organisations sociales comme la transmission des croyances s'appuient en permanence sur des dispositifs psychologiques : émotions, intuitions, mémoire (VAN DER HERST et MERCIER 2009). Les différentes critiques adressées aux psychologies ne peuvent contourner cette perméabilité originelle.

La deuxième bonne raison éclairant la psychologisation continue de la science politique tient à des transformations d'ordre social, culturel et politique. On les subsumera sous l'expression, bien vague, « d'approfondissement de l'individualisme ». La perte d'influence des institutions, l'affaiblissement du contrôle social, la revendication généralisée d'une affirmation du sujet et de son droit à l'autonomie, autant d'éléments parmi d'autres qui contraignent les politologues à l'ouverture aux psychologies. Si les individus deviennent plus autonomes et calculateurs, alors il devient indispensable d'éclairer les processus mentaux et les modes de raisonnement qu'ils engagent consciemment ou non dans leurs rapports au politique.

comment les citoyens gèrent-ils ou surmontent-ils leur sous-information et leur faible intérêt quotidien pour la politique et parviennent-ils, tout de même, à donner un sens cohérent à la plupart des questions politiques ?

De longue date on peut constater des transferts de problématiques et de concepts, depuis la psychologie sociale vers la science politique. Globalement, les politologues reprennent ou redécouvrent les thèmes de la consistance cognitive, des représentations, des catégorisations sociales, des inférences attributives, des constructions identitaires. Les approches cognitives de la mobilisation, avec les notions de structure des opportunités, de dégel cognitif ou d'alignement des cadres, nous ramènent à la critique de l'objectivisme et à la thèse du primat causal de la définition subjective de la situation sur la situation objective, formulées au début des années 20 par THOMAS. Les politologues affichent parfois une distance par rapport à ce qu'ils appellent le « psychologisme » en posant que les phénomènes mentaux sont le produit des processus d'interactions sociales dans lesquels sont engagés les individus. Ils redécouvrent ainsi une des idées fondatrices de la psychologie sociale portée par MEAD.

Les très contemporains travaux sur l'engagement et le militantisme poursuivent ce mouvement de transfert. Ils reposent sur une microsociologie en termes de carrière ou de trajectoire sociale et entendent maintenir le primat des relations objectives en rappelant que les états subjectifs des acteurs ne sauraient constituer un principe d'explication pertinent de leurs conduites et de leurs représentations. On notera combien ils souscrivent ainsi fidèlement

à la définition même de la psychologie sociale comme discipline qui s'intéresse « quels que soient les *stimuli* ou les objets, à ces événements psychologiques fondamentaux que sont les comportements, les jugements, les affects et les performances des êtres humains en tant que ces êtres humains sont membres de collectifs sociaux ou occupent des positions sociales (en tant donc que leurs comportements, jugements, affects et performances sont en partie tributaires de ces appartenances et positions » (BEAUVOIS 1999, pp. 310-311).

Les études d'opinion, quant à elles, expriment clairement l'influence grandissante de la psychologie cognitive sur la science politique. Ces études se centrent aujourd'hui sur les inférences déployées par les citoyens pour aboutir à une opinion ou un jugement. On s'interroge également sur la stabilité et la robustesse de ces productions cognitives. La vision idéaliste d'un citoyen informé et participant a laissé la place à une énigme : comment les citoyens gèrent-ils ou surmontent-ils leur sous-information et leur faible intérêt quotidien pour la politique et parviennent-ils, tout de même, à donner un sens cohérent à la plupart des questions politiques ? L'idéal du peuple souverain homogène n'a pas résisté davantage. On se demande ainsi à présent si tous les citoyens raisonnent de la même façon, sur toutes les questions, quels que soient les moments. Afin de répondre, les politologues puisent abondamment dans les recherches menées en psychologie cognitive. Ils mobilisent les notions d'heuristique, de *shortcut*, de schème. Ils intègrent les travaux relatifs aux biais et aux automatismes du raisonnement et s'interrogent sur le fait de savoir si les mécanismes d'inférence se déploient plutôt en ligne ou sont fondés sur la mémoire. La convergence est égale-

Indications bibliographiques

- ANDLER D., FAGOT-LARGEAULT A., SAINT-SERNIN B., Philosophie des sciences, Gallimard, Paris, 2002.
- ANDLER D., (dir) Introduction aux sciences cognitives, Paris, Gallimard folio essais, 2004 (1ère édition 1992), pp.493-516.
- BEAUVOIS J., L., DUBOIS N., DOISE W., (dir), La construction sociale de la personne, Grenoble, P.U.G.
- BOURDIEU P., CHAMBOREDON J., C., PASSERON J., C., Le métier de sociologue, Paris, La Haye, New York, 1968, 3^{ème} édition, 1980.
- DOISE W., STAERKLÉ C., *From social to political psychology : the societal approach*, in MONROE K., R., (dir) "Political Psychology", LEA, 2002, pp.151-173.
- DURKHEIM E., Textes 1. Eléments d'une théorie sociale, Paris, Minuit, 1975.
- ENGEL P., Philosophie et psychologie, Paris, Gallimard folio essais, 1996.
- FAVRE P., *Histoire de la science politique* in LECA J., et GRAWITZ M., (dir) Traité de science politique, vol 1 ; La science politique science sociale – L'ordre politique, P.U.F, 1985, pp.3-45.
- FAVRE P., *Vers un nouveau basculement des paradigmes dans la science politique française ?* Revue Française de Science Politique, 2010, pp.997-1021.
- FISSETTE D., et POIRIER P., Philosophie de l'esprit État des lieux, Paris, Vrin, Pour Demain, 2000.
- GRAWITZ M., *Psychologie et politique*, in LECA J., et GRAWITZ M., (dir) Traité de science politique, vol 3 ; L'action politique, P.U.F, 1985, pp.1-139.
- KUKLINSKI J., (dir), Citizens and politics - Perspectives from Political Psychology, Cambridge University Press, 2001.
- LAHIRE B., *Sociologie, psychologie et sociologie psychologique*, in Hermès, n° 41, CNRS Editions, 2005, pp.151-159.
- LEYENS J., P., BEAUVOIS J., L., "L'ère de la cognition", PUG, 1997.
- MARIE J., L., *Pour une approche pluridisciplinaire des modes ordinaires de connaissance et de construction du politique*, in MARIE, DUJARDIN P et BALME R., (dir) L'ordinaire – Modes d'accès et pertinence pour les sciences sociales et humaines, Paris, L'Harmattan, pp.23-66.
- MARIE J., L., *L'ouverture croissante de la science politique à la psychologie sociale*, in Hermès, n° 41, CNRS Editions, 2005, pp.141-151.
- MARIE J., L., SCHEMEL Y., *Resistance to political psychology in French political science: how to fight path dependency*, communication au 31^{ème} meeting scientifique annuel de l'International Society of Political Psychology, Paris, 9-12 Juillet 2008.
- MARIE J., L., *Entre débat scientifique et querelle politique : la réception des sciences cognitives par la science politique*, in DUFOURT D., et MICHEL J., (dir) La vie politique de la science, Lyon, L'interdisciplinaire, 2008, pp.113-132.
- MARIE J., L., 2011, « Les psychologies cognitives et évolutionnistes renouvellent-elles la notion d'inconscient collectif ? », *Les cahiers de psychologie politique* [En ligne], numéro 18, URL : <http://odel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=1788>
- RICOEUR P., Le conflit des interprétations – essais d'herméneutique, Paris, Le Seuil, 1969.
- MOSCOVICI S., La machine à faire des dieux, Paris, Fayard L'espace du politique, 1988.
- SCHEMEL Y., Introduction à la science politique – Objets, méthodes, résultats, Paris, Presses de Sciences po et Dalloz, amphi, 2010.
- SPERBER D., *Les sciences cognitives, les sciences sociales et le matérialisme*, in ANDLER D., (dir) Introduction aux sciences cognitives, Paris, Gallimard folio essais, 2004 (1ère édition 1992), pp.493-516.
- VAN DER HERST J., B, MERCIER H., (dir) Darwin en tête, Grenoble, P.U.G, 2009.

ment méthodologique. En étude d'opinion, on a largement renoncé à la pseudo-neutralité du chercheur qui devrait absolument se garder de perturber le cours et le produit du raisonnement de la personne étudiée. On se rapproche d'une posture expérimentatrice.

Nous concluons cette évocation de la psychologisation de la science politique par quelques remarques relatives à la psychologie politique. Elle partage (emprunte) suffisamment d'éléments conceptuels, problématiques et méthodologiques avec la psychologie sociale cognitive (que l'on peut également appeler cognition sociale) pour qu'il soit aujourd'hui difficile de les distinguer (DOISE et STAERKLÉ, 2002). "L'ère de la cognition" (LEYENS et BEAUVOIS 1997) qui renouvelle la psychologie sociale procède elle-même d'emprunts lourds à la psychologie cognitive.

Il est aujourd'hui délicat de différencier psychologie sociale cognitive et psychologie cognitive. Cette dernière se démarque probablement par un intérêt plus soutenu pour la dimension organique, biologique, neuronale, des fonctions cognitives fondamentales : perception, attention, mémoire, ainsi que par un souci plus poussé de la modélisation. Il nous semble toutefois que les convergences l'emportent. Cette psychologie cognitive s'intègre de plus en plus aux neurosciences. D'aucuns parlent même de "l'absorption graduelle de la psychologie dans les neurosciences" (ANDLER 2004). Matérialiste, la psychologie cognitive accepte de se plier aux contraintes de la plausibilité neuronale en même temps qu'elle alimente et oriente les questionne-

ments des neurosciences. Comme nous l'avons déjà indiqué, psychologie cognitive et neurosciences sont de plus en plus disposées à faire jouer les arguments évolutionnistes et néo-darwiniens. La psychologie politique s'installe progressivement dans le paysage intellectuel français et se connecte à une perspective naturaliste. Après avoir intégré la dimension fonctionnelle des approches cognitives, elle assimile aujourd'hui de plus en plus leur dimension matérielle, bio-physiologique.

L'articulation grandissante entre science politique et psychologies est un progrès épistémologique au sein des sciences sociales et humaines. Elle enrichit l'anthropologie qui s'y déploie et procure ainsi des modèles explicatifs des comportements et attitudes plus réalistes. Elle ouvre de meilleures perspectives de recherche pour travailler l'énigme robuste de la superposition d'un état social individualisé et d'un état individuel socialisé. Le mouvement de croisement des disciplines doit se poursuivre pour toutes ces raisons. L'étape nécessaire suivante sera probablement longue à parcourir : celle de la prise en compte dans l'explication de ses comportements des dimensions naturelles de l'homme éclairées par les psychologies cognitives et évolutionnistes.

Jean Louis MARIE,
Professeur de science politique, Lyon

La sociologie à l'épreuve de la clinique. Tribulations d'un chercheur sociologue en milieu psy

Bertrand RAVON



À l'invitation de *Canal Psy*, je me propose de revenir sur les rencontres que j'ai pu faire, dans le cadre de mon activité de chercheur en sociologie, avec des acteurs *psys*, essentiellement des psychologues cliniciens et des psychiatres intervenant dans le champ large de l'aide aux personnes en difficulté sociale (domaines de l'aide socio-éducative et de la santé mentale). Je distinguerai trois articulations possibles entre les savoirs sociologiques et psychologiques à partir de la part clinique que peut prendre l'enquête sociologique en milieu *psy* : la première et la plus classique, qu'on peut nommer *sociologie clinique*, consiste à équiper le regard sociologique d'une attention complémentaire issue de la psychologie clinique ; la seconde que je définis comme une *sociologie de la clinique* consiste à prendre pour objet même les activités cliniques, en l'occurrence les interventions de psychologues cliniciens dans le champ du travail social et de la santé mentale ; une troisième voie, encore expérimentale, consiste à doter la pratique de recherche sociologique, du

moins lorsque celle-ci se risque à intervenir au plus près des acteurs en difficulté, d'une approche analytique de type clinique. Davantage centrée sur l'activité que sur les personnes, cette approche pourrait être nommée *clinique sociologique*.

Sociologie clinique

Mes recherches sociologiques portent sur les activités qui consistent à identifier et à traiter les problèmes publics tels que l'« échec scolaire » ou l'« exclusion sociale ». Ce faisant, je m'intéresse à tous les acteurs qui ont le « souci du social », qu'ils soient professionnels ou bénévoles, intervenants ou usagers, experts ou profanes, intellectuels ou praticiens (RAVON B., 2008).

C'est dans ce contexte de recherche que les rencontres avec des cliniciens *psys* m'ont obligé à préciser les rapports que la sociologie entretient avec la psychologie, bien au-delà des partitions entre structures sociales et struc-